

PREFECTURE DE LA MARNE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

Bureau de la Réglementation
et de l'Environnement

1D.2B / JMB/FV

INSTALLATIONS CLASSEES

n° 91 A 06 1C

CHALONS-SUR-MARNE, le 22 FEVRIER 1991
HOTEL DE LA PREFECTURE
51036 CHALONS-SUR-MARNE CEDEX
Tél. 26.70.32.00

LE PREFET

de la Région "CHAMPAGNE ARDENNE"
PREFET du Département de la MARNE
CHEVALIER de la Légion d'Honneur,

VU :

- la loi n° 76.663 du 19 JUILLET 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- le décret n° 77.1133 du 21 SEPTEMBRE 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 JUILLET 1976 susvisée et du titre I de la loi n° 64.1245 du 16 DECEMBRE 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- le décret n° 53.577 du 20 MAI 1953 modifié, portant nomenclature des Installations Classées,
- la demande présentée par la Société SOGESSAE, dont le siège social est situé à REIMS, 10, rue Prieur de la Marne, en vue d'obtenir la régularisation de la situation administrative d'une dépositrice de matières de vidange sise sur le territoire de la Ville d'EPERNAY, lieudit "LA FERTHILINE",
- les plans et notices annexés à la demande,
- l'avis des différents services administratifs consultés,
- l'avis du 17 MAI 1990 de M. le Ministre de l'Agriculture et de la Forêt,
- les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur,
- les délibérations des Conseils Municipaux des communes de CHOUILLY et PIERRY,
- le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 DECEMBRE 1990,
- l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, lors de sa réunion du 31 JANVIER 1991,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de CHAMPAGNE ARDENNE,

Le demandeur entendu,

./...

ARRETE PREFECTORAL

APPLICABLE à LA

SOGESSAE à EPERNAY

SOMMAIRE

TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES

page

I - Généralités

- 1) Autorisation d'exploiter
- 2) Champ d'application
- 3) Conformité aux plans et données techniques
- 4) Accident - Incident
- 5) Contrôles et analyses
- 6) Modification
- 7) Abandon de l'exploitation

3
3
4
4
4
5
5

II - Bruits et vibrations

6

III - Prévention de pollution atmosphérique

6

IV - Prévention de la pollution de l'eau

- 1) Principes généraux
- 2) Prévention des pollutions accidentelles
- 3) Prévention de la pollution des eaux souterraines
- 4) Rejet des eaux pluviales

7
7
8
9

V - Déchets

- 1) Principes généraux
- 2) Elimination

9
9

VI - <u>Sécurité</u>	
1) Dispositions générales	10
2) Formation du personnel	10
<u>TITRE II - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES</u>	
<u>A- DEPOSANTE DE MATIERES DE VIDANGE</u>	
VII - <u>Produits admis</u>	11
VIII - <u>Distances d'éloignement</u>	12
IX - <u>Aménagement et exploitation de la déposante</u>	12
X - <u>Elimination des boues après dessication</u>	12
<u>B - STATION DE TRANSIT</u>	
XI - <u>Principes généraux</u>	13
<u>TITRE III - ECHEANCIER</u>	14
<u>TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES</u>	15

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

A

LA SOGESSAZ à EPERNAY

TITRE I

=====

PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

=====

ARTICLE 1 - GENERALITES1.1 - AUTORISATION D'EXPLOITER

La Société de Gestion et de Services pour l'Assainissement et l'Epuración "SOGESSAZ" dont le siège social est situé 10 rue Prieur de la Marne - 51100 REIMS est autorisée à exploiter une dépositante sur la commune d'EPERNAY.

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

DESIGNATION	RUBRIQUE	REGIME	QUANTITE	UNITE	COEF.
Dépositante de matières de vidange	322-B2	A	3 000	m³/an	-
Station de transit	167-A	A	2 X 20	m³	2
2 cuves de 20 m³ chacune de stockage d'eaux résiduelles provenant du dégazage des réservoirs à hydrocarbures					

A = Autorisation

D = Déclaration

NC = Non Classable

1.2 - CHAMP D'APPLICATION

Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

1.3 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

1.4 - ACCIDENT INCIDENT

Il est rappelé que par application des dispositions de l'article 38 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la Loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sauf exception dûment motivée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

1.5 - CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la réglementation sur les Installations Classées.

Les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Enregistrements, rapports de contrôle et registres :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.6 - MODIFICATION

Toute modification de l'installation, de son mode d'exploitation, de son voisinage, ou extension entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, nécessite une demande d'autorisation complémentaire préalablement aux changements projetés.

Dans tous les cas, ces modifications devront être conformes à la Circulaire du 14 février 1973 relative aux dépositaires et à la Circulaire du 30 août 1985 relative aux stations de transit de déchets industriels.

1.7 - ABANDON DE L'EXPLOITATION

Avant l'abandon de l'exploitation de l'établissement, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

En particulier :

- Il évacuera tous les déchets résiduels entreposés sur le site vers une décharge ou un centre autorisé,
- Il procédera au nettoyage des aires de stockage, des voies de circulation, des cuvettes de rétention et fera procéder au traitement des déchets récupérés,
- Il évacuera les cuves de stockage,
- Il procédera au remblayage et à la remise en état du site,

S'il apparaît que des risques pour la protection de l'environnement subsistent :

- il pourra être demandé une surveillance plus ou moins longue des caractéristiques du milieu (eau, air...), l'exécution de certaines opérations à intervalle régulier ou la mise en place des servitudes au profit de l'Etat pour limiter les usages du sol...

Ces dispositions seront éventuellement précisées en temps opportun par voie d'arrêté complémentaire dans le cadre de l'instruction de la déclaration de cessation d'activité.

ARTICLE 2 - BRUITS ET VIBRATIONS

1) Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

2) Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret n°69380 du 16 avril 1969.

Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

3) Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT en dB (A)		
	Jour 7h à 20 h	périodes intermédiaires 6h à 7h - 20h à 22h dimanches et jours fériés	Nuit 22h à 6h
en limite de propriété	55	50	45

ARTICLE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1 - PRINCIPES GENERAUX

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz en quantité susceptible d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique

La déposante sera entourée par une végétation à feuilles persistantes adaptée à la nature du terrain, aux conditions climatiques et ayant une hauteur minimale de 2 à 2,5 mètres.

ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

4.1 - PRINCIPES GENERAUX

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoût, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, l'établissement est soumis aux dispositions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires.

4.2 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'incident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres qui par leurs caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables vers le milieu naturel récepteur.

Conséquences des pollutions accidentelles :

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de récupération ou destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

4.3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX SOUTERRAINES

Toutes mesures seront prises par l'exploitant pour éviter de polluer les eaux souterraines.

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fera l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. Des prélèvements et analyses de ces eaux seront effectués d'une part sur le piézomètre situé en aval de la déposante SS 2 (archivé au Code Minier sous le numéro 158-5X-71) et d'autre part sur le piézomètre FCES1 (archivé au Code Minier sous le numéro 157-8X-71) situé en aval à 2 200 m de la déposante.

Un piézomètre sera réalisé en amont de la déposante. Des prélèvements et analyses seront effectués annuellement sur ce piézomètre.

Les analyses devront au minimum porter sur les paramètres suivants :

1) Analyse trimestrielle sur le piézomètre SS 2

- Paramètres physico-chimiques

- . pH
- . Potentiel d'oxydo-réduction ou Redox
- . Phosphore
- . Potassium
- . Composés azotés
- . Zinc
- . Bore
- . Sulfure (H_2S)
- . Hydrocarbures

- Paramètres bio-chimiques

- . DBO_5
- . DCO

2) Analyse annuelle sur les piézomètres SS2 et FCES1 et sur le piézomètre situé en amont

Ces analyses porteront, en plus des paramètres cités au 1), sur les paramètres suivants :

- . métaux lourds : Zn, Ni, Cu, Pb, Hg, Cr, Cd
- . Fer total
- . Chlorures
- . Sulfates
- . Sodium
- . Bicarbonates (HCO_3)

- Paramètres microbiologiques

- . Coliformes fécaux
- . Coliformes totaux
- . Streptocoques fécaux
- . Escherichia coli

Les résultats de ces prélèvements et analyses seront systématiquement transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

En cas de dégradation des eaux souterraines, des analyses de boues présentes dans les bassins pourront être demandées par l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais de ces analyses sont à la charge de l'exploitant.

En cas de pollution des eaux souterraines par l'établissement, toutes dispositions seront prises pour faire cesser le trouble constaté.

4.4 - REJET DES EAUX PLOVIALES

Les eaux pluviales seront recueillies au pied de la zone engazonnée de pente 5,5 % dans un caniveau de section 50 X 75 cm en communication avec le fossé d'assainissement de la route départementale D 40a.

Le rejet des eaux pluviales ne devra pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

ARTICLE 5 - DECHETS

5.1 - PRINCIPES GENERAUX

L'exploitant organisera par consigne la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi du 15 juillet 1975 et textes d'application) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

5.2 - ELIMINATION

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 - SECURITE

6.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Clôtures

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres et surmonté d'un barbelé sur 0,5 mètre.

Gardiennage

En l'absence de responsable de la Société, toutes les issues seront fermées à clé.

Accès, voies et aires de circulation

L'accès à la déposante se fait par une voirie au moins empierrée. La voirie intérieure doit permettre une desserte facile et sûre des bassins par les véhicules (camions de vidange, véhicules pour la reprise des boues...). Elle sera donc nettement délimitée, entretenue en bon état, maintenue en constant état de propreté et dégagée de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Règles de circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes,...).

En particulier toutes dispositions seront prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

6.2- FORMATION DU PERSONNEL

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel, notamment en ce qui concerne les opérations de dépotage.

TITRE II

=====

A - DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA DEPOSANTE DE MATIERES DE VIDANGE

=====

ARTICLE 7 - PRODUITS ADMIS

Ne sont admis dans cette dépositaire que l'excédent de matières en provenance des fosses d'aisances ne pouvant être traité à la station d'épuration d'Eprenay et les produits extraits lors des curages des regards, dessableurs et autres ouvrages analogues. Lorsque ces produits proviendront d'une industrie ne manipulant pas de produits toxiques ou dangereux, une analyse de ces déchets devra être réalisée avant acceptation sur le site. Cette analyse portera sur les éléments susceptibles d'être présents dans les déchets, notamment :

- . paramètres physico-chimiques : pH, chlorure, ...
- . substances indésirables ou toxiques : hydrocarbures, phénols, organo-chlorés, métaux lourds, fer, ...

Les critères d'acceptation seront les normes pour les rejets en milieu naturel.

Sont notamment prohibés :

- Les matières issues des fosses d'aisance pouvant être traitées en station d'épuration d'Eprenay équipée pour les recevoir,
- les huiles usées, graisses et boues en provenance d'ateliers, garages, stations-service, exploitations agricoles...
- les résidus de curage des cuves de produits pétroliers,
- les produits extraits lors des curages des fossés, regards, dessableurs et autres ouvrages analogues, si ces installations sont rattachées à une industrie manipulant des produits toxiques ou dangereux,
- les produits chimiques ou boues provenant d'une floculation chimique industrielle.

Les matières de vidange seront collectées dans un rayon de 30 km centré sur la ville d'EPERNAY.

La réception des matières de vidange se fera chaque jour ouvrable de 8 h à 18 h, en dehors des périodes réservées à l'exercice des tirs prévues par la servitude de protection aux abords du champs de tir d'Eprenay. Des réceptions pourront avoir lieu exceptionnellement les samedis, dimanches et jours fériés en cas d'interventions d'urgence.

Un panneau rappelant d'une part que l'entrée est interdite à toute personne étrangère à la SOGESSAE et d'autre part les heures d'ouverture sera placé à l'entrée de la propriété.

L'exploitant tiendra à jour un registre d'entrée mentionnant la date, l'identification du camion, la provenance, le volume et la nature des matières de vidange.

L'exploitant fournira annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées un récapitulatif des matières de vidange acceptées au cours de l'année en indiquant le volume pour chaque type de matières.

ARTICLE 8 - DISTANCES D'ELOIGNEMENT

Dans un rayon de 500 mètres autour de la déposante, aucune habitation nouvelle, aucun établissement nouveau recevant du public et aucun site conchylicole ne seront édifiés.

L'implantation de la déposante se trouve hors des périmètres immédiats et rapprochés de sources ou de captages et à plus de 35 m de puits ou de cours d'eau.

Les dispositions fixées ci-dessus doivent être conservées au cours de l'exploitation, sous la responsabilité de l'exploitant, qui prend à cet effet toutes mesures utiles telles qu'acquisition des terrains ou servitudes amiables non aedificandi.

ARTICLE 9 - AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DE LA DEPOSANTE

La déposante comprend deux bassins d'environ 1 700 m² chacun où alterneront par période au plus d'un an, le dépotage et la dessiccation des matières de vidange avant enlèvement des boues sèches vers les cultures ou une décharge autorisée à cet effet. Un troisième bassin d'environ 300 m² servira à la surverse ponctuelle des deux premiers.

Chaque bassin de la déposante sera aménagé afin de pouvoir recevoir les vidanges sans risques de débordement, notamment lors des opérations de remplissage.

L'épaisseur du liquide dans chaque bassin ne dépassera jamais 0,60 m de hauteur.

La structure du sol de chaque bassin comprendra, sur une épaisseur de 0,50 m environ, des matériaux qui permettent la percolation du liquide et empêchent le colmatage. Sur 0,25 m pourra être disposé du mâchefer ou des pierres cassées dont les éléments les plus grossiers seront à la partie inférieure. Au-dessus sera placée une couche de sable de 0,25 m d'épaisseur. Le sable sera enlevé progressivement avec les boues séchées et devra être renouvelé.

ARTICLE 10 - ELIMINATION DES BOUES APRES DESSICATION

L'évolution du produit est considérée comme terminée lorsque les boues sont devenues pelletables. Dès lors, celles-ci seront reprises de préférence directement pour être utilisées comme amendement agricole ou éliminées dans une décharge autorisée à cet effet.

L'exploitant tiendra à jour un registre indiquant la destination finale de ces boues. Ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Un récapitulatif annuel mentionnant les centres d'élimination et les quantités sera envoyé à l'Inspecteur des Installations Classées.

Dans l'hypothèse d'une valorisation agricole de ces boues, l'exploitant devra faire au préalable une demande d'autorisation à l'Inspecteur des Installations Classées.

B - DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA STATION DE TRANSIT

=====

comprenant 2 cuves de 20 m³ chacune servant au stockage d'eaux résiduelles provenant du dégazage des réservoirs à hydrocarbures.

ARTICLE 11 - PRINCIPES GENERAUX

Les stockages, de déchets liquides doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements, dont la capacité sera supérieure ou égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus gros contenant,
- 50 % du volume total stocké.

Les capacités de rétention ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité vers le milieu récepteur.

Les cuvettes de rétention doivent être correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et eaux pluviales, de façon à ce que le volume disponible à tout moment respecte les principes rappelés ci-dessus.

Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules.

Des dispositifs de mesure de niveau équipent les cuves de déchets liquides.

Toutes les aires de dépotage doivent être en rétention, correctement entretenues et nettoyées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre soient propres.

Les matériels de traitement d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant et les pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) sont disponibles sur le site à tout moment.

Registre d'entrée

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, les modalités de transport et l'identité du transporteur. Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

Registre sortie

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Elimination des déchets liquides

L'exploitant éliminera ces déchets dans un centre d'élimination autorisé en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi du 15 juillet 1975).

TITRE III

=====

ECHEANCIER

=====

L'exploitant réalisera, pour le 31 mars 1991, les travaux suivants :

- Creusement du fossé de drainage.
- Confection de la cuvette de rétention des citernes.
- Mise en place de la terre végétale sur les buttes de la zone amont.

- Mise en place des limons argileux, des sables drainants et de la couche de terre végétale sur la zone aval.
- Semis de trèfle et plantation de la végétation à feuilles persistantes autour de la dépositante.
- Pose de la clôture.

Avant la remise en service des bassins, la structure du sol de chacun d'eux sera réalisée comme il est indiqué à l'article 9 ci-dessus.

TITRE IV

=====

DISPOSITIONS DIVERSES

=====

ARTICLE 12 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13 - Des prescriptions complémentaires pourront être imposées dans les conditions prévues à l'article 18 du Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 14 - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 15 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la MARNE, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de CHAMPAGNE ARDENNE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée, pour information, à MM. le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'EPERNAY, l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, MM. le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et à M. le Maire d'EPERNAY ainsi qu'à M. le Maire de REIMS, aux fins de notification à la Société SOGESSAE.

./...

MM. les Maires d'EPERNAY, CHOUILLY et PIERRY en donneront communication à leur Conseil Municipal et procéderont à l'affichage en Mairie de l'arrêté d'autorisation pendant un mois.

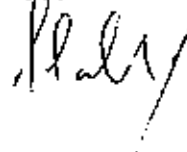
A l'issue de ce délai, ils dresseront procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée dans les Mairies concernées, aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la Préfecture.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du Département, par les soins de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en Mairie d'EPERNAY, soit en Préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de la Société SOGESSAE.

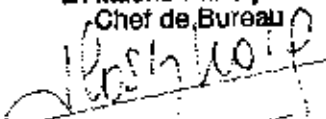
CHALONS S/MARNE, le 22 FÉV. 1991

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Claude BALLADE

Pour ampliation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau



Gérard COSTAGLIOLA